

ATELIER 24

OÙ EN SONT LES ÉTUDES EUROPÉENNES EN FRANCE ?

Olivier COSTA, CNRS/CERVL, Sciences po Bordeaux
Paul MAGNETTE, IEE/Université Libre de Bruxelles

Depuis la fin des années quatre-vingt, nombre de politistes français de premier plan – de René Rémond à Gérard Grunberg, en passant par Jean Leca et Jean-Louis Quermonne – ont déploré le sous-développement des études européennes en France. Elles leur semblaient très en retrait, tant en qualité qu'en quantité, par rapport à celles menées dans les pays voisins, sans même parler des Etats-Unis. Aujourd'hui, par les effets conjugués de l'arrivée d'une nouvelle génération de doctorants, de la « conversion » à cette thématique de politistes confirmés, et de sa prise en compte par toutes les branches de la science politique, le tableau s'est éclairci. En outre, si les études européennes françaises restent moins développées qu'au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Pays-Bas ou même en Scandinavie, elles proposent des approches originales, parfois iconoclastes, de l'intégration européenne et de ses produits. Nourries de théorie politique, d'anthropologie, de sociologie ou d'analyse des politiques publiques, une partie des études françaises parviennent à se distinguer d'un certain *mainstream* anglo-saxon, et à susciter l'attention.

Dans ce contexte, le but de cet atelier est double. Le premier est de réunir – dans la continuité des journées d'étude du groupe « Europe » de l'AFSP – les politistes français qui s'intéressent peu ou prou à l'intégration européenne, l'atelier étant conçu comme un lieu de socialisation, à destination notamment des doctorants. En second lieu, l'ambition est d'amorcer – ou de relancer – un débat sur l'évolution des recherches « européennes » menées en France, sur leurs forces et faiblesses, et leur rapport à l'international.

L'atelier s'organisera autour des interventions de quatre spécialistes français des études européennes, qui nous livreront leurs points de vue respectifs sur la question.

L'atelier sera également l'occasion de la présentation, par Olivier Costa et Paul Magnette, de la Section d'études européennes récemment créée au sein de l'AFSP.

Cette initiative est motivée par quatre constats :

- l'atomisation de la recherche française sur les questions européennes ;
- sa faible visibilité nationale et internationale ;
- la difficulté à produire en France des recherches d'ampleur sur ces questions ;
- la faiblesse des débouchés nationaux pour les docteurs « européenistes ».

La SEE veut contribuer, à sa mesure, à corriger cette situation. Pour ce faire, elle mènera trois types d'activités :

- des activités d'animation de la section : lettre d'information électronique bimensuelle ; organisation de journées d'étude (dans la continuité du groupe « Europe ») ; colloque de rentrée annuel ; site Internet ; « mailing list » ; forum électronique ;
- des activités de mise en réseau : contacts avec les autres associations de science politique impliquées dans l'étude de l'Union européenne (EUSA, ECPR, EPSnet...) ; recherche de financements auprès des institutions ;
- des activités de « professionnalisation » : « école doctorale » sur les études européennes ; amélioration de l'implication des politistes dans la formation sur les questions européennes ; développement des liens avec la revue *Politique* européenne ; recherche de débouchés éditoriaux pour les études européennes.

La SEE fonctionnera dans une logique « fédérative », en s'appuyant sur les différentes institutions d'enseignement et de recherche qui s'intéressent aux études européennes en France. Elle sera pilotée par un comité exécutif de 14 membres, composé d'enseignants et de chercheurs représentatifs des différentes approches des études européennes et des différentes institutions impliquées.

PROGRAMME

■ Virginie Guiraudon, CNRS/CERAPS, Université de Lille II

Patrick Le Galès, CNRS/CEVIPOF

Christian Lequesne, FNSP/CEFRES (Prague) - CERI

Andy Smith, FNSP/CERVL, Sciences po Bordeaux.

Jean-Louis Quermonne, IEP de Paris : *commentaires*